



Expression commune des 6 administrateurs salariés au conseil d'administration EDF du 16 décembre

Nous sommes à la veille d'une 3^{ème} journée de grève des agents d'EDF après celles du 26 novembre et du 10 décembre qui s'opposent au projet de transformation hors sol de notre entreprise. Nous avons interpellé les élus de la République. Leur étonnement est grand face au décalage entre l'engagement de service public sur le terrain et la stratégie en sous-main de privatisation à petit feu, qui risque de faire échouer la transition énergétique. Pour les plus au fait - depuis LR jusqu'au PCF-, nous avons leur soutien, y compris sur les lieux de manifestation.

En tant qu'administrateurs salariés, nous devons porter dans cette enceinte les inquiétudes des salariés qui sont, par leur travail, finalement et depuis ¾ de siècle, les premiers investisseurs. Ces salariés, qui œuvrent chaque jour à la réussite de notre entreprise ont droit au débat et aux informations sur le devenir d'EDF car ce sont bien les premiers concernés.

Le Conseil d'Administration et l'Etat qui y exerce un rôle si particulier doivent prendre en considération leur voix et leur avis. Actuellement, les exercices de communication descendante, les lettres uniquement adressées dans un 1^{er} temps à leurs managers, sont vécus comme autant de frustration qui risquent de se retourner contre cette hiérarchie, dont la tâche n'est pas facilitée sur le long terme.

Le budget n'est pas l'occasion d'évoquer l'avenir de l'entreprise en continuant de choisir le repli, de nouveaux gains de productivité dans l'attente d'un avenir reformaté Hercule supposé prospère. Il fait l'impasse sur les raisons qui ont amené à cette situation et les erreurs stratégiques de l'entreprise portées par l'Etat actionnaire. Il nous ramène aux débats que nous avons eu en 2005 lors de la mise en Bourse d'EDF, qui elle aussi, était supposée nous amener à un avenir radieux. Ce n'est clairement pas le cas.

En conséquence, les administrateurs salariés rejettent unanimement le projet de budget 2021 et le Plan Moyen Terme 2021-2023 d'EDF présenté ce jour au conseil d'administration d'EDF, qui se caractérisent par des gains de productivité qui

s'accroissent alors que la reprise des versements des dividendes en cash est prévue dès 2022.

Les Administrateurs salariés le disent haut et fort : oui, la situation d'EDF est difficile mais non, la solution ne passe pas fatalement par le projet Hercule, qui est un démantèlement programmé d'EDF malgré toutes les communications garantissant un caractère intégré pérenne.

Alors que des promesses avaient été faites au plus haut sommet de l'état en début de crise sanitaire pour une aspiration à de véritables services publics et une résilience industrielle, il semble que le monde de demain ressemble à s'y méprendre au monde d'hier.

Tous les administrateurs salariés seront aux cotés des salariés demain pour s'opposer au projet de démantèlement et de privatisation d'EDF.

Conscients de leur responsabilité, ils participeront aux votes des délibérations de ce jour mais s'abstiendront de tout commentaire sur le point 2 et 3 de l'ordre du jour.

La première prérogative d'un CA étant d'arrêter la stratégie en instruisant plusieurs options stratégiques, nous demandons que ce soit le cas. Nous ne pouvons accepter de n'avoir qu'une seule solution préformatée en toute opacité.

Nous devons travailler à des alternatives et c'est précisément ce qu'on attend d'un Conseil d'Administration qui jouerait pleinement son rôle. Dans cette période cruciale pour notre entreprise, chaque administrateur a une responsabilité particulière. Pour notre part, nous entendons l'assumer pleinement.

Nous regrettons profondément que la présence d'administrateurs salariés au sein du CA d'EDF soit encore en 2020 considérée par certains comme incompatible avec les prérogatives normales d'un CA, à savoir instruire les options stratégiques en son sein, à iso-niveau de confiance, d'information, de responsabilité de tous ses membres. **Notre présence ici n'est pas une indulgence accordée aux salariés, c'est la loi. Nous en demandons l'application.**